

MÉMORANDUM OPEX N° 242/2019

TITRE : LIBYE - DÉPASSER L'INSÉCURITÉ

AUTEUR : BARAH MIKAÏL, directeur de Stractegia Consulting, professeur associé de sécurité internationale à l'université Saint Louis à Madrid.

DATE : 10/04/2019

Panel : Middle East and North of Africa

<http://www.fundacionalternativas.org/observatorio-de-politica-exterior-opex/documentos/memorandos>

Director of OPEX: Diego López Garrido

Coordinator of the Panel: Itxaso Domínguez de Olazábal

ISSN: 1989-2845

Layout: Paula Carretero Oya

INTRODUCTION

Les problèmes de la Libye sont multiples et connus; mais ils ne sont pas près de s'estomper. Depuis 2011, le pays a évolué au gré d'évènements qui ont accentué les obstacles à son évolution, et augmenté d'autant la difficulté d'y remédier.

Aujourd'hui, l'ONU tente de pleinement s'engager sur la voie pour le dépassement des embûches libyennes. Cependant, les possibilités de procéder à de réelles avancées restent limitées, malgré la détermination de l'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé. L'annonce par ce dernier de l'organisation d'une « conférence nationale » à la mi-avril 2019, à Ghadamès, aidera-t-elle à définir des solutions? A ce stade, peu d'éléments portent réellement à l'optimisme, surtout depuis que « l'homme fort de l'est », le maréchal Khalifa Haftar, a lancé début avril 2019 une opération militaire qui a pour objectif la prise de Tripoli.

Pour mieux comprendre les ressorts de cette situation, le présent article mettra l'accent sur les problèmes de la Libye les plus saillants, et les recommandations à même d'aider le pays à avancer de manière plus positive. Pour ce, nous reviendrons en premier lieu sur les évènements les plus importants qui ont marqué la Libye depuis 2011; nous traiterons ensuite de la situation prévalant, à niveau national, sur le plan politico-sécuritaire, avant d'élargir notre analyse à la donne géopolitique régionale, et de formuler des recommandations à l'adresse de ladite « communauté internationale », Union européenne et Espagne comprises.

LE CONTEXTE DEPUIS 2011

Plusieurs gouvernements se sont succédé, depuis 2011, à la tête de la Libye, mais aucun n'a pu se maintenir dans le temps. Le gouvernement actuel, dirigé par le Premier ministre Fayez Sarraj, doit son origine aux [accords de Skheirat](#) (décembre 2015), point de départ pour la naissance de ce gouvernement « internationalement reconnu ».

Mais Fayez Sarraj ne fait que gouverner ; il ne dispose pas pour autant d'une souveraineté territoriale pleine et entière. La scène libyenne est en effet caractérisée par nombre de facteurs de division, qui ont fait naître plusieurs pôles du pouvoir. Il convient d'insister, au passage, sur le grand tort que ce déficit de gouvernance, qui est aussi lié à un vide politique problématique, a causé à la population libyenne.

Soumise à un ordre autoritaire et arbitraire du temps de Moammar Kadhafi, la population bénéficiait cependant d'un accès correct à ses besoins élémentaires. Depuis la chute de Kadhafi, la situation est allée de pire en pire, privant les Libyens tant de produits de subsistance que de liquidités financières, dans un contexte d'insécurité générale. [Les analyses de la Banque Mondiale](#), centrées sur les perspectives macro-économiques, restent beaucoup trop optimistes au vu des réalités endurées par l'essentiel d'une population libyenne démunie en dépit de ses grandes richesses.

Les luttes idéologiques

Les tendances idéologiques ont marqué tôt la scène libyenne. Par exemple, dès septembre 2011, depuis Benghazi, l'alors président du Conseil National de Transition (CNT), Mustafa Abdeljalil, confirmait, depuis Benghazi, son attachement à ce que [l'islam soit source de législation en Libye](#). Cette déclaration ne fera pas que des heureux.

L'affirmation de M. Abdeljalil doit se comprendre à deux niveaux. D'un côté, il voulait rassurer la population libyenne en lui assurant que ses intérêts et ses spécificités – dont l'attachement aux valeurs inspirées de l'islam – seraient préservés et défendus par son gouvernement. Mais, en parallèle, on ne peut manquer de faire un rapprochement entre cette affirmation et l'influence supposée du courant des Frères Musulmans au sein du pouvoir libyen à l'époque.

La Libye post-2011 a en effet été marquée par l'action de figures connues, dont la proximité avec le courant des Frères musulmans est notoire. Parmi ces personnalités, [Abdelhakim Belhadj](#), membre du [Groupe Islamique Combattant en Libye](#) (GICL), dont les orientations idéologiques ainsi que la proximité avec le Qatar n'étaient, à l'époque déjà, un secret pour personne.

Ces caractéristiques sont importantes à mentionner car elles ont eu un impact sur l'exercice du pouvoir en Libye. Le pays a évolué au gré des tensions et des motifs d'opposition entretenant ses représentants politiques.

La scène politique libyenne ne se résume pas à une simple et seule opposition entre islamistes et séculaires ; les rivalités de pouvoir sont aussi d'ordre plus spécifiquement politiques (entre le Premier ministre Fayez Sarraj et le chef de l'Armée

nationale libyenne Khalifa Haftar), militaires (rivalités inter-miliciennes à Tripoli et à l'ouest surtout), voire tribales, claniques et/ou ethniques (comme ce fut le cas longtemps, dans le sud du pays, [entre les Toubous et les Awlad Sulayman](#)). Le tout sans oublier l'importance des questions économiques et de ressources financières (comme prouvé tant par les rivalités institutionnelles entre est et ouest que par la situation prévalant au niveau des champs de pétrole).

L'aspect idéologique lié à l'opposition entre islamistes et séculaires a cependant eu une très grande importance jusqu'à peu. En 2013, le score important de l'Alliance des Forces Nationales, un agrégat de différents partis et mouvements de la société civile présidé par l'ancien Premier ministre Mahmoud Gibril, a ainsi été interprété comme un résultat reflétant [les tendances séculières](#) d'une partie de la population libyenne. La période 2011-2014 a en effet montré l'existence de deux camps rivaux et franchement opposés en Libye. Les gouvernements successifs qui se sont succédé à Tripoli avaient la réputation d'être influencés par le courant des Frères Musulmans ; mais il demeurait cependant difficile d'apporter la preuve matérielle de ce fait. Les déclarations faites par certains politiciens proches des Frères Musulmans et/ou du Qatar étaient des indicateurs forts ; mais ils ne suffisaient pas à officialiser l'idée selon laquelle le pouvoir officiel libyen avait été pris en otage par un courant islamiste.

L'opposition frontale entre un camp réputé être islamiste et l'autre caractérisé par des relents séculaires ne tardera cependant pas à se manifester ouvertement. En mai 2014, le Maréchal Khalifa Haftar lancera l'« [Opération Dignité](#) », dont l'objectif officiel était de débarrasser le pays de ceux que ce militaire voyait comme des extrémistes, voire des terroristes. La guerre alors lancée incarnera un point de basculement dont les effets se font sentir aujourd'hui encore.

Le basculement de 2014

Khalifa Haftar a été clair dès le début : il était impératif, de son point de vue, de « [nettoyer](#) » la Libye des « extrémistes » et des « Frères Musulmans ». C'est cette conviction qui a guidé son action au Printemps 2014, avec le lancement de l'« Opération Dignité ». Dans son esprit, il fallait débarrasser la Libye de ses islamistes certes, mais aussi des responsables politiques et des institutions représentant ce courant, ou le soutenant. C'est-à-dire, le gouvernement alors en place, ainsi que le Congrès Général National (CGN).

Mais Khalifa Haftar nécessitait aussi des alliés et des moyens pour pouvoir mener à bien sa stratégie. Il parviendra assez facilement à se rallier des alliés précieux. [Comme le dit bien Frédéric Bobin](#), « libéraux anti-islamistes, réseaux tribaux anciennement kadhafistes (Warshefana, Warfalla, etc.), clans de l'Est, anciens militaires de retour, héritiers du nationalisme arabe tenant les Frères musulmans pour le jouet d'une conspiration occidentale » seront autant d'acteurs sur lesquels le Maréchal Haftar réussira à compter lors de sa « croisade anti-islamistes ». Il se garantira aussi le [soutien](#) d'hommes d'affaires sensibles à sa cause. Le militaire que tout le monde croyait tombé dans l'oubli était de retour.

En surfant sur la vague d'une opposition entre islamistes et anti-islamistes, Khalifa Haftar a réussi à jouer sur une corde sensible : celle qui a vu le « Printemps arabe » consacrer l'affirmation des Frères musulmans. La Tunisie et l'Égypte furent les exemples-type de cette tendance; mais les difficultés d'al-Nahda en Tunisie et les déboires des Frères Musulmans en Égypte montraient aussi que ce courant se heurtait à bien des difficultés. Khalifa Haftar réussira à capter à son avantage les craintes régionales et internationales entretenues vis-à-vis du courant des Frères musulmans.

On saurait difficilement expliquer autrement le soutien que lui procureront les pouvoirs égyptien et émirati, tous deux animés par une claire obsession anti-Frères musulmans.

L'« Opération Dignité » a amplement contribué à réduire notre lecture de la réalité libyenne à une scène qui opposerait « islamistes » et « non islamistes ». Il y a là un fond de vérité, mais ce n'est pas pour autant que tout en Libye se résume à cet aspect; la priorité de Khalifa Haftar réside dans son intérêt pour un accaparement du pouvoir, dans son développement d'efforts incommensurables afin d'apparaître comme la seule option modérée viable pour la Libye. En quelque sorte, il a réussi son pari; le haut gradé que tout le monde croyait fini il y a quelques années encore est aujourd'hui une option incontournable pour le règlement de la situation libyenne, même s'il demeure capable de plans démesurés comme on le vit début avril 2019 avec ses plans visant à essayer de prendre Tripoli. Car malgré cela, le Maréchal Haftar reste en situation de faire valoir ses conditions pour le règlement de la question libyenne.

Néanmoins, si Khalifa Haftar a réussi à tirer profit du vide politique libyen, il n'a pas pour autant réussi à apparaître comme une option viable – ou légitime – pour toute la population. La Libye est réputée entretenir une division virtuelle entre trois

régions principales : la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan. Le jeu de Khalifa Haftar a nettement accru cette division virtuelle. Et c'est en ce sens que l'on s'est depuis retrouvés confrontés à un éclatement accru de la scène politique libyenne, avec peu d'options positives laissées à l'horizon. Cette situation aura des conséquences sur les plans tant politique et institutionnel, que sécuritaire et économique.

LA SITUATION POLITICO-SÉCURITAIRE ET ÉCONOMIQUE

Les pôles de pouvoir

On a coutume de présenter la Libye comme un pays composé de deux pôles essentiels du pouvoir : l'un situé à l'ouest à Tripoli et représenté par le Gouvernement d'Entente Nationale (GEN) de Favez Sarraj, et l'autre présent à l'est et représenté par le Maréchal Khalifa Haftar.

Lire ainsi les réalités de la Libye est pourtant erroné. Les centres du pouvoir sont en effet bien plus éclatés. Ni l'est, ni l'ouest, ni bien sûr le sud ne sont homogènes; ces trois provinces historiques sont extrêmement diverses, voire éclatées, en leur for intérieur. Les voix qui s'y manifestent sont variées, voire dissonantes.

Deux catégories d'acteurs politiques peuvent être distingués en Libye : les acteurs institutionnels, et les acteurs paraétatiques.

Les institutions actives aujourd'hui sont :

- Le Conseil présidentiel (CP), dont dépend le Gouvernement d'Entente Nationale (GEN), présidé par le Premier ministre Favez Sarraj;
- Le Haut Conseil d'État (HCE), présidé longtemps durant par Abderrahmane Sweihli avant que ne lui succède Khaled Mishri en avril 2018;
- La Chambre des Représentants (CDR), ou parlement libyen, basée à Tobrouk.

Parallèlement, il convient de citer deux autres institutions, basées à l'est de la Libye, au poids variable cependant :

- Le gouvernement de Abdallah al-Thinni, situé dans la ville de Bayda, qui a valeur de pouvoir exécutif mais dont la souveraineté est extrêmement limitée en Cyrénaïque même;
- L'Armée Nationale Libyenne (ANL), créée et officialisée par Khalifa Haftar en mai 2014, et qui s'apparente à une armée régulière et forte sur le plan des moyens militaires.

Mais les acteurs paraétatiques ont aussi leur importance en Libye. Outre les milices et mouvements armés, il est évident que les acteurs tribaux ont aussi un rôle capital. Plus qu'à l'ouest ou même à l'est, c'est au sud de la Libye que cette caractéristique sociologique trouve une grande importance.

Sous Moammar Kadhafi déjà, plusieurs tribus et clans du sud dépendaient des largesses du Guide ; ses cadeaux, ses dons et ses [pactes avec des leaders tribaux](#) attachés à leurs perspectives locales lui garantissaient leur allégeance en retour. Une fois Moammar Kadhafi chassé du pouvoir, les régions du sud sont revenues à leur nature première. Devant le vide politique, l'absence de souveraineté étatique, et les difficultés économiques, les acteurs paraétatiques du sud ont retrouvé plus de pouvoir. Tribus, clans et/ou minorités ethniques (Toubous, Touaregs) se positionnent en fonction de sphères d'influence territoriale. Logiquement, ces acteurs bénéficient aussi d'une base populaire incarnée par les membres respectifs de leurs communautés. Cela peut mener à des conflits, comme ce fut longtemps le cas entre [les Toubous et les Awlad Sulayman](#) du côté de Sebha; mais surtout, le dénouement de ces différends dépend le plus souvent de médiations intertribales, que viennent couronner des pactes tribaux. Cela confirme encore plus l'absence de souveraineté étatique dont pâtit la Libye.

Qui, dans ce contexte, tient effectivement les rênes du pouvoir sur le territoire libyen ? En réalité, personne et un peu tout le monde à la fois. Les tribus et groupes ethniques du sud s'organisent selon des zones d'influence correspondant le plus souvent à leurs lieux de présence historique. Khalifa Haftar a une influence qui s'étend sur une bonne partie de la Cyrénaïque, mais avec des exceptions, comme dans le cas de la ville côtière de Derna, en proie à des combats interminables. Haftar doit, de plus, compter sur des forces d'appoint, des mercenaires notamment, pour pouvoir avancer militairement. A l'ouest, absence d'armée forte oblige, Favez Sarraj dépend, lui, plus franchement des milices, de leurs moyens armés et de leurs zones d'influence; les milices armées déterminent en effet, en bonne partie, les fragiles évolutions de la Libye au jour le jour.

Jusqu'ici, la faiblesse de Favez Sarraj avait naturellement renforcé Khalifa Haftar. Qui plus est, les évolutions de ces derniers mois, et l'offensive lancée par le « Maréchal de l'est » sur le « sud libyen », avaient fait qu'une bonne partie de la province du Fezzan était passée sous sa coupe ; Khalifa Haftar était, d'un point de vue géographique, en position de force début avril 2019, bénéficiant aussi bien d'un ascendant militaire que d'allégeances faisant souvent la différence par rapport à Favez Sarraj. Cependant, l'opération lancée début avril 2019 par Khalifa Haftar, et visant à prendre le contrôle de Tripoli, a quelque peu modifié la situation. Les forces de l'ouest, dans toute leur diversité, ont fait bloc avec Favez Sarraj, et se sont lancées dans une offensive anti-ANL. Khalifa Haftar perdra dès lors quelques villes et régions dans lesquelles ses forces étaient présentes, dont des places stratégiques, comme dans le cas de la base militaire de Tamanhent. Même si le conflit pourrait encore durer, on voit bien comment Khalifa Haftar a perdu les avantages stratégiques dont il disposait jusque peu. Le maréchal comptait très probablement prendre Tripoli, symbole et centre du pouvoir, apparaître comme l'homme fort du pays, et imposer dès lors ses termes et conditions pour ce qui concerne les modalités d'exercice du pouvoir ; mais dans les faits, les premiers jours du conflit montreront vite comment les premiers résultats de l'offensive de Khalifa Haftar se traduiront par une unification des forces de l'ouest à son encontre, et sa perte de terrain.

Les acteurs institutionnels économiques

Les failles institutionnelles de la Libye donnent aussi de l'espace à deux autres instances, tout aussi importantes l'une que l'autre : la Compagnie Nationale pour le Pétrole (National Oil Company, plus connue sous son acronyme anglais NOC), et la Banque Centrale Libyenne (BCL).

La NOC et la BCL doivent surtout leur importance au fait qu'elles tiennent le nerf de la guerre : les finances.

Ainsi, la NOC est responsable de la gestion de la production pétrolière ainsi que des revenus issus du pétrole libyen. Les modalités d'exploration de l'or noir sont complexes et variées, voire opaques dans certains cas. La NOC est en effet engagée, qui dans son exploitation propre de champs pétroliers, qui dans des consortiums établis avec des entreprises pétrolières étrangères. C'est la situation qui prévaut par exemple sur le champ al-Sharara, où l'espagnol Repsol, le français total, l'autrichien OMV ou encore le Norvégien Statoil sont engagés dans des consortiums dont une

partie s'opère avec la NOC. La Compagnie Nationale pour le Pétrole reste cependant majoritaire dans les modalités d'exploitation et d'exploration des revenus; sa part dépasse les 80% des revenus issus de ce champ.

La NOC connaît cependant des difficultés aussi. La situation sécuritaire a un impact fort sur les conditions d'exploration du pétrole national. Des milices sont souvent en capacité d'agir et de [fermer les vannes pétrolières](#), au gré de leurs revendications. L'impact négatif généré sur la production pétrolière est certain.

Les questions de souveraineté impactent aussi les questions liées à la performance de la NOC. En témoignent les évolutions qui se sont imposées au Croissant pétrolier le long de ces dernières années. Cette région riche en pétrole, située au nord-est du pays, a été l'objet de [rivalités](#) mettant en scène le pouvoir de Khalifa Haftar, et celui d'Ibrahim Jadhra. La situation qui prévalait depuis la fin des derniers combats en date, intervenus en 2018, suggérait le contrôle par la NOC de cette région, après que le vainqueur, Khalifa Haftar, [lui en ait remis les clés](#). Mais cela ne rend pas moins floues et incertaines les conditions effectives d'exploration des champs qui existent sur cet espace-clé.

La BCL incarne aussi un enjeu de taille : officiellement, c'est cette instance qui concentre les revenus de la Libye, essentiellement pétroliers, qu'elle reçoit de la part de la NOC avant que de les redistribuer aux acteurs du pays. Les clés détenues par la BCL sont aussi sensibles : cette instance financière doit verser leur budget aux différentes institutions libyennes (Gouvernement d'Entente Nationale, gouvernement al-Thinni, Chambre des représentants...) mais aussi aux acteurs armés. Le paradoxe de la BCL est de devoir verser de l'argent tant à l'Armée Nationale Libyenne, dirigée par Khalifa Haftar, qu'aux milices armées. Début 2018 encore, toutes les milices armées, sans exception, touchaient ainsi de l'argent de la part de « l'État libyen », selon ce que nous confirmait alors un membre de l'ONU.

Le problème des institutions financières libyennes passe aussi par leurs divisions, comme le montre le cas de la BCL. Dans les faits, il y a deux BCL qui prévalent en Libye, l'une située à l'est, l'autre à l'ouest du pays. La BCL-Tripoli a l'ascendant sur les perspectives ; son directeur, al-Sdayik al-Kbir, a la main sur les revenus libyens. Mais la BCL-Tobrouk, soutenue par une grande partie des députés de la CdR, fait de la résistance. Ainsi, en décembre 2017, la CdR désignait un nouveau directeur pour la BCL, [qu'elle confirmera en janvier 2018](#). En réalité, cette nomination est restée sans conséquences à ce jour, al-Sdayik al-Kbir demeurant l'homme fort de

la BCL, et le réel gestionnaire de finances dont même l'est de la Libye dépend ; mais elle traduit bien l'ampleur et la nature des divisions prévalant dans le pays. Les perspectives financières libyennes sont en effet soumises à une division qui reflète, symboliquement, la manière par laquelle Tripoli d'un côté, et « l'est » de l'autre, essaient de s'accaparer les perspectives libyennes. Car l'exercice du pouvoir reste une mission impossible si ses détenteurs ne maîtrisent pas des flux financiers conséquents.

LE GRAND JEU GÉOPOLITIQUE

La Libye a de profondes failles structurelles; mais elle paie aussi le prix de rivalités géopolitiques. N'étaient les interférences étrangères, le pays évoluerait de manière bien plus favorable, et vers des horizons prometteurs. Le fait pour maints pays, régionaux d'ailleurs plus qu'internationaux, de vouloir imprimer leur marque sur les évolutions du pays, ne fait qu'ajouter de l'huile sur le feu.

Les puissances régionales

La chute de Moammar Kadhafi, en 2011, doit beaucoup à une double-combinaison : une force de frappe médiatique, doublée d'une détermination politique. Certes, maints pays, dont les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, favoriseront en 2011 l'idée d'une intervention en Libye au nom de la nécessaire protection du peuple libyen – intervention qui se traduira dans les faits par un écartement du régime de Moammar Kadhafi. Mais personne mieux que le Qatar n'incarnera cette volonté de mener à bien un projet politique et stratégique au nom de considérations officiellement humanitaires. [Doha n'a pas ménagé ses efforts pour faire tomber le régime libyen](#), que ce soit par la politisation de la chaîne d'informations al-Jazeera, ou par l'octroi d'un soutien militaire et financier à ceux des rebelles qui prônaient un agenda islamiste en particulier. La forte implication du Qatar dans les événements libyens vaudra d'ailleurs à l'une des places de Tripoli, la « place d'Algérie », d'être renommée informellement « place du Qatar » par les habitants.

Les évolutions qui interviendront au fil des années suivantes, et en particulier celles inhérentes à « l'Opération Dignité » (2014), auront parmi leurs effets la diminution de la capacité d'influence du Qatar. Certains pays tenteront aussi de rapprocher les points de vue des protagonistes libyens, comme dans le cas de

l'Algérie, qui entreprendra plusieurs initiatives diplomatiques, publiques en partie, discrètes par ailleurs, aux fins de mieux comprendre les intentions des acteurs libyens et d'identifier les points de vue qu'ils partagent en commun. Mais rien de tout cela ne réussira réellement à combler la brèche prévalant en Libye.

De ce fait, sur un plan régional large, on peut pointer aujourd'hui une action réellement forte de la part des acteurs suivants en Libye.

Les Émirats arabes unis (EAU) comptent au rang des acteurs déterminants. [Soutien clair de Khalifa Haftar](#), ils lui assurent finances et armement, et vont jusqu'à mettre à sa disposition des avions militaires. Le soutien qu'ils octroient par ailleurs à d'autres personnes-clés, [comme c'est le cas de Aref al-Nayed](#), ancien ambassadeur de Libye aux EAU et aspirant à une primature exécutive, en est une autre. Le nom de Aref al-Nayed est d'ailleurs très souvent évoqué comme une option potentielle pour le remplacement de Fayez Sarraj à terme, même s'il n'est jamais dit comment ce remplacement interviendrait alors, par cooptation ou par la voie des urnes.

[Le rôle de l'Égypte](#) est tout aussi important. C'est de par ce pays que provient une partie de l'approvisionnement déployé par les EAU au bénéfice de l'ANL. L'Égypte a en effet des considérations sécuritaires, qui font qu'elle ne veut pas voir s'installer le chaos à sa frontière avec la Libye. Mais elle partage aussi avec les EAU des points de vue idéologiques, caractérisés pour beaucoup par [leur rejet commun des islamistes](#) et de leurs projets politiques.

Parallèlement, l'Égypte a [organisé maintes réunions](#) sur son territoire, le long de ces dernières années, aux fins d'essayer de donner de la substance à « l'armée libyenne » ; des militaires en provenance de l'est surtout, mais de l'ouest et du sud aussi, ont ainsi pu discuter des heures durant, au Caire, des perspectives militaires et armées. Seul l'avenir nous dira si ces efforts auront suffi pour générer des fruits exploitables. S'ajoute aussi, fait tout aussi révélateur des cartes qu'elle veut se réserver pour l'avenir, le fait que l'Égypte a valeur de terre de repli pour un grand nombre de politiciens et hommes connus de la Libye, tels Kadhaf al-Dam Kadhafi, cousin de l'ancien Guide libyen, ou Mahmoud Gibril, ancien Premier ministre libyen.

L'Arabie saoudite est aussi un acteur qui compte en Libye, mais de manière différente. Les preuves quant à une implication matérielle de Riyad dans les évolutions libyennes peinent à être établies. Par contre, le fait que les Saoudiens poussent leurs pions sur un plan idéologique et religieux est notoire. Pour preuve, le

madkhalisme, ce courant salafiste trouvant son origine en Arabie saoudite, et qui se caractérise par le développement d'un courant rigoriste aux niveaux politique, institutionnel et militaire libyen. A l'est comme à l'ouest, du côté de l'ANL comme chez les milices exerçant à Tripoli, [le madkhalisme opère](#). L'intérêt des Saoudiens à promouvoir cette stratégie reste l'objet de maintes spéculations ; mais le fait que les madkhalites fassent allégeance à un Walî al-Amr (responsable politique choisi et reconnu auquel la communauté du pays est censée faire allégeance) peut laisser penser que, au nom de la religion, Riyad chercherait en fait à favoriser certaines personnes en particulier – une option qui bénéficierait à Khalifa Haftar, dans l'état actuel des choses.

Si le Qatar, que nous avons précité, paraît en retrait sur la question libyenne, cela ne veut pas dire que Doha a renoncé à son agenda. La Turquie, partenaire proche du Qatar, et qui partage ses aspirations à la consolidation d'un agenda favorable à l'islam politique, est à ce titre un autre acteur important de la scène libyenne. Nombre de figures de l'islam politique libyen résident en Turquie ou y font des allers-retours, cependant que certains exemples concrets pointent [une implication de la Turquie dans la livraison d'armes](#) à certains acteurs libyens. Pour autant, l'aspect le plus visible chez la Turquie réside dans l'économie. [Malgré des difficultés techniques](#), Ankara est un investisseur important en Libye, ses connexions fortes avec la ville commerciale de Misrata sont un symbole important de la nature de son implication, et sa participation à des projets capitaux (sur le plan de l'électricité notamment) lui garantit une image bien moins controversée que celle du Qatar.

Les acteurs internationaux

Plusieurs acteurs internationaux donnent aussi une impulsion considérable aux évènements. Parmi ceux-ci, quatre en particulier méritent d'être retenus : les États-Unis, la Russie, la France et l'Italie.

La politique des États-Unis en Libye n'est pas toujours claire; le flou l'entourant existait déjà sous Barack Obama, et il a augmenté avec l'arrivée à la présidence de Donald Trump. Mais deux tendances principales peuvent être dégagées ici : l'une militaire, l'autre politique.

Ainsi, sur le plan militaire, l'action de Washington passe par l'Africom, [dont la stratégie en Libye privilégie la traque de Daesh](#). Le président Trump est clair sur la

priorité qu'il met concernant cet objectif, Washington ne s'épargnant pas d'efforts à ce sujet. Daesh continue en effet à opérer sur le territoire libyen via des cellules éparses, qui gardent certes leur potentiel d'action, mais de manière moindre que celle qui prévalait il y a quelques années encore, quand la ville de Syrte concentrait les membres de cette organisation.

Politiquement, c'est l'action de Stephanie Williams, ancienne chargée d'affaires par intérim à l'ambassade des États-Unis à Tripoli, et maintenant Représentante spéciale adjointe chargée des affaires politiques en Libye auprès de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), qui donne idée de la nature de l'intérêt américain pour la Libye. Rien ne nous permet d'avancer que l'ONU défendrait la position des États-Unis plutôt que de privilégier une posture indépendante ; dans le même temps, la manière par laquelle Stephanie Williams s'active en Libye, outre qu'elle ne s'attire jamais des critiques de la part de la diplomatie américaine, paraît refléter [la volonté américaine de privilégier le dialogue en Libye](#) aux fins d'aboutir à une formule institutionnelle stabilisée. Car sur le fond, les aspects sécuritaires sont importants pour Washington, mais les questions politiques liées à la Libye paraissent aussi intéresser les États-Unis, même si sans les obséder outre-mesure. Pourtant, ces deux questions soient liées.

[La Russie est aussi intéressée](#) par les évolutions libyennes, mais elle maintient l'ambiguïté sur la nature de sa vision. Le long de ces dernières années, Moscou s'est impliqué sur le plan diplomatique : nombre de représentants russes importants se sont déplacés en Libye, cependant que des personnalités libyennes politiques et militaires de haut rang faisaient de même en Russie. Mais Moscou n'est pas clair sur ses intentions, et il ne laisse rien pointer au-delà de ses déclarations officielles, qui insistent sur son attachement à ce que toutes les parties puissent trouver un accord. Parallèlement, les interrogations et spéculations vont toujours bon train quant à la nature réelle des alliances privilégiées par les Russes, ainsi qu'à la réalité de l'investissement fait par Moscou sur le plan militaire. Beaucoup se dit sur le tropisme pro-Haftar qu'entreprendrait le Kremlin, sur fond de détachement présumé sur place de [mercenaires opérant au nom du groupe Wagner](#). Pas exclue, cette donne reste, dans le même temps, difficile à prouver.

Si l'on pense souvent à la rivalité américano-russe lorsque l'on traite des affaires du Moyen-Orient, on retrouve pourtant aussi, parmi les acteurs occidentaux les plus actifs sur le dossier libyen, la France et l'Italie. Rivaux à leur tour, ces deux pays se retrouvent cependant sur des domaines qui intéressent potentiellement les

Russes, ainsi que tout acteur qui désirerait jouer un rôle en Libye : le pétrole, et la sécurité.

Ainsi de la France, qui maintient un soutien au gouvernement internationalement reconnu de Fayez Sarraj, mais tout en gardant [des canaux ouverts avec Khalifa Haftar](#). La France semble consciente du potentiel détenu par le chef de l'ANL, et elle préfère garder la capacité de l'influencer plutôt que de rompre avec lui. Mais, compréhensible d'un point de vue diplomatique, cette attitude pose plus de questions à l'heure de traiter des aspects militaires, comme par exemple quand se révèlent des cas tels que l'offensive lancée par Khalifa Haftar sur Tripoli début avril 2019. Nombreux sont ceux qui ont cru voir, dans les [accidents](#) qui ont coûté la vie à des agents du renseignement français à Malte et en Libye, la preuve d'une implication française auprès des autorités de l'est ; s'ajoute à cela l'œil suspicieux que maints acteurs libyens jettent sur une France perçue, de surcroît, comme l'élément-clé influençant l'envoyé spécial de l'ONU, le Franco-Libanais Ghassan Salamé. Sans que l'on puisse savoir si cela est si vrai.

L'Italie, enfin, cherche aussi – et clairement - [à imprimer sa marque](#) sur la Libye. Il s'avère d'ailleurs que Rome fait partie de ces capitales occidentales qui ont le positionnement le plus clair sur la scène libyenne. Forte de liens historiques avec la Libye, l'Italie cherche ainsi à favoriser tous les axes touchant directement à ses intérêts, à commencer par les questions migratoires et l'économie, mais sans oublier les aspects militaires, et bien sûr politiques. Ainsi, Rome développe des relations avec les représentants à la fois de l'est et de l'ouest du pays, mais penche nettement en faveur du GEN. Les perspectives économiques libyennes en général sont d'un grand intérêt pour l'Italie, mais les fondements de son approche économique touchent à l'ouest en général et à Misrata en particulier. Les perspectives militaires répondent peut-être à des considérations économiques, mais elles ont aussi la particularité de toucher au rôle des milices, à la capacité qu'ont celles-ci de limiter les mouvements migratoires en départ vers les côtes européennes, et à la question de la formation des contingents amenés à constituer une armée nationale libyenne s'imposant sur tout le territoire. Rome cherche à maximiser ses avantages en Libye, et voit ainsi d'un très mauvais œil le fait que Paris puisse le concurrencer sur ce terrain.

RECOMMANDATIONS

Les ingérences étrangères sont à l'origine d'une grande partie des problèmes de la Libye; dès lors, le plus sage pour tout acteur étatique étranger serait de se tenir à l'écart de tout ce qui augmente les tensions entre acteurs politiques et militaires libyens.

Dans le même temps, on imagine mal les Libyens chercher à s'asseoir autour d'une table et procéder à la résolution de leurs problèmes par eux-mêmes ; la présence d'une médiation, et l'accompagnement de leurs pas, sont des requis incontournables.

De plus, les défis qui marquent les évolutions en Libye (insécurité et instabilité, milices armées, problèmes socio-économiques, trafics, criminalité, mouvements de migration et leurs conséquences...) nécessitent la mise en place d'un plan et de moyens qui dépassent les capacités libyennes actuelles.

Il est donc nécessaire de pouvoir compter sur l'action d'acteurs forts et influents. Tout acteur étatique ou intergouvernemental soucieux d'aider les Libyens à dépasser leurs problèmes verrait sa contribution bienvenue; néanmoins, la tâche et les capacités de résolution des crises libyennes superposées vont en premier lieu à l'ONU. La participation additionnelle d'acteurs comme l'Union européenne (UE) et l'Espagne peuvent aussi accompagner la stratégie onusienne en Libye et renforcer certains de ses aspects.

L'importance acquise par plusieurs compagnies européennes, dont l'Espagnole Repsol, dans l'exploitation du secteur pétrolier libyen est déjà un pas s'inscrivant dans le sens d'un renforcement des capacités libyennes ; il faudrait le faire suivre d'investissements plus concrets sur le plan économique et commercial (remise à niveau des compagnies énergétiques et infrastructures de transport, promotion de flux commerciaux, etc.) mais aussi militaire (aide renforcée à la formation des contingents amenés à faire partie de l'armée nationale libyenne à l'avenir). La Libye est d'ailleurs claire sur sa volonté de voir les Espagnols s'engager plus qu'ils ne le font pour l'heure : il serait dommage que Madrid laisse passer cette opportunité. Ce point a d'ailleurs été souligné par le ministre des Affaires étrangères libyen du GEN, Mohammed Taher Sayala, lors d'une visite de sa part à Madrid, en septembre 2018, lors de laquelle il encourageait même les Espagnols à s'impliquer plus en Libye "pendant qu'il en est encore temps" (sic). De même, l'Espagne et l'UE peuvent

contribuer plus conséquemment sur certains des facteurs-clés qui suivent, comme par exemple le renforcement des frontières libyennes ou l'aide à l'organisation d'élections municipales.

L'UE a déployé beaucoup de moyens en Libye depuis 2011, que ce soit en termes financiers, sur le plan des missions de sauvetage méditerranéen, ou pour ce qui relève de la sécurisation des frontières ([EUBAM](#)). Plusieurs centaines de millions ont ainsi été débloqués au nom des actions d'urgence à mener en Libye, notamment [via le Fond d'urgence de l'UE pour l'Afrique](#). Dans le même temps, le résultat de ces investissements est plutôt maigre, et pas toujours convaincant. Les opérations de l'UE en Libye [coûtent cher pour des avancées très limitées](#). Federica Mogherini, Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, fait certes un excellent travail de représentation et de composition verbale avec les défis libyens, mais son action pèse finalement peu en comparaison avec la nature des stratégies française et italienne dans le pays. Le problème n'est pas nouveau : l'UE s'en tient à une approche timide, plutôt effacée, alors qu'elle dispose de moyens financiers et humains. Développement économique, migrations et sécurisation des frontières sont des axes sur lesquels elle travaille, certes, mais sans vraiment convaincre. Un sursaut serait bienvenu.

L'Espagne est aussi plutôt discrète sur les affaires libyennes. Dotée d'une équipe diplomatique bien au fait des défis libyens et de l'intérêt du pays, Madrid se voit cependant rattrapée par sa frilosité et sa crainte à s'immiscer plus dans le pays. Elle est présente certes sur le plan pétrolier, notamment à travers le [consortium qu'elle mène](#) sur le célèbre champ de Sharara. On peut tout aussi bien comprendre que l'insécurité qui prévaut à Sharara comme ailleurs augmentent la prudence espagnole. Néanmoins, l'Espagne a tout autant de technologie et de savoir-faire à apporter que la France et l'Italie : sur le plan de la formation des militaires et des garde-côtes, mais aussi pour ce qui relève du développement des infrastructures électriques et hydrauliques, de l'intervention sur les chantiers de transport, ou encore du développement des infrastructures aéroportuaires. S'ajoute à cela un autre avantage, de taille : l'Espagne n'est pas perçue comme un acteur biaisé par les Libyens. Cela lui garantit une image positive, qu'elle serait bien inspirée d'investir en augmentant, doucement mais sûrement, sa présence sur le terrain.

L'ONU avait annoncé vouloir organiser une « [conférence nationale](#) » à Ghadamès aux fins de rapprocher les points de vue des principaux acteurs de la scène politique libyenne. Mais on ne sait pas, à ce stade, si cette conférence aura bien lieu.

La guerre lancée par Khalifa Haftar, début avril 2019, avec Tripoli pour objectif aura manifestement des conséquences de long terme ; parmi celles-ci, le rejet mutuel que se feront l'un l'autre les principaux protagonistes de la scène libyenne. Et quand bien même la conférence onusienne serait maintenue, ses résultats s'avèreront très limités. Le pessimisme prévaut chez maints observateurs et spécialistes de la Libye, étant données notamment les difficultés qu'il y a à dépasser les conséquences de huit ans de crises et guerres, conflit d'avril 2019 inclus. On peut cependant penser que l'ONU est en capacité de peser sur les événements de manière positive, à terme du moins. Pour cela, il faudrait que Ghassan Salamé, peut-être avec l'aide d'une organisation comme l'Union Africaine (UA), puisse agir de manière déterminante sur une série de questions prioritaires, qui interviennent selon nous comme suit.

Considérer sérieusement les termes d'une justice transitionnelle

Beaucoup d'acteurs libyens se sont rendus coupables d'abus, et ils sont dès lors redevables d'explications et/ou passibles de condamnations. La question de savoir si ces condamnés pourraient ensuite bénéficier d'une amnistie devra rester de l'appréciation des instances exécutives amenées à être démocratiquement élues grâce au processus onusien. La Libye requiert cependant, outre un État et des institutions libyennes fortes et capables de soutenir l'idée d'une construction étatique, le retour de la confiance chez ses citoyens; les crimes commis, à commencer par les plus atroces d'entre eux, devront ainsi être jugés, même si d'une manière moins radicale que celle induite par l'adoption en 2013 de la « loi d'exclusion politique ». Rappelons en effet que, en décidant d'écarter toute personne ayant collaboré de près ou de loin avec le régime de Moammar Kadhafi, cette loi avait fini par priver la Libye de ses compétences, sur le modèle de la « débaathification » faillie qui avait sévi en Irak suite à l'invasion du pays en 2003;

Définir un accord avec les milices armées de l'ouest de la Libye

L'un des problèmes de la Libye réside dans le fait qu'il n'y a pas d'armée nationale officielle, forte et consensuelle qui puisse défendre le pays : cela donne un poids considérable aux milices armées. Le scénario idéal consisterait à intégrer ces milices au sein d'un corps national armé officiel ; difficilement envisageable sur le court terme, ce scénario, qui fait d'ailleurs partie des dispositions voulues par le ministre de la Défense du GEN, Fathi Bachagha, pourrait prévaloir à plus long terme. Il faudra pour cela présenter aux leaders et aux membres de ces milices des conditions de reconversion dans l'armée libyenne qui les rassurent sur leur avenir;

Trouver les termes d'un accord avec Khalifa Haftar

Khalifa Haftar est souvent considéré comme l'une des raisons principales pour les blocages libyens ; mais il est aussi une pièce essentielle, et ce malgré le fait qu'il continue à privilégier le militaire sur la diplomatie. Fort d'un corps armé solide, il dispose de plus d'une assise territoriale confortable qui renforce son influence potentielle. Faire fi de Khalifa Haftar, outre que cela est irréaliste, ne peut que compliquer la donne libyenne, tant le Maréchal de l'est dispose de relais et de capacités ; le prendre en compte, et aboutir à une formulation qui lui reconnaîtra un rôle important dans l'architecture militaire, peut contribuer à avancer sur le dossier libyen. Reste à voir comment cet accord pourrait garantir, en contrepartie, un engagement de la part de Khalifa Haftar à ne pas faire d'ingérence sur le plan politique, [chose à laquelle il s'est avéré extrêmement rétif jusqu'ici](#) ;

Améliorer les perspectives socio-économiques des citoyens libyens

Améliorer les conditions de vie des citoyens libyens est essentiel, tant ceux-ci souffrent, outre la guerre, une condition d'insécurité économique et militaire aux effets durs. Pour ce, la coordination par l'ONU d'une stratégie humanitaire et développementale plus déterminée et plus efficace est essentielle. L'ONU, acteur objectif et désintéressé, doit en ce sens considérer des politiques plus abouties, en les développant de concert avec les ONG et les partenaires privés les plus à même de favoriser une amélioration de la condition moyenne des Libyens;

Mettre l'accent sur les élections municipales et la reconnaissance de leurs résultats

La Libye attend l'organisation de plusieurs échéances électorales clés : les législatives, les présidentielles, mais aussi l'organisation d'un référendum constitutionnel. Dans le même temps, il paraît ambitieux de vouloir considérer ces multiples échéances à un même moment. Soutenir les modalités et les conditions d'organisation des élections municipales [lancées à la fin mars 2019](#), et s'assurer de ce que leurs résultats seront reconnus, pourrait aider à une meilleure consolidation de la situation en Libye. Les acteurs et représentants locaux s'avèrent généralement plus proches de la population comme de ses besoins. En procédant au renouvellement des perspectives locales, l'ONU aiderait sérieusement à l'amélioration des perspectives bénéficiant aux Libyens dans leur vie au quotidien ;

Garantir un meilleur contrôle de la situation aux frontières de la Libye

Le défi des frontières libyennes n'est pas lié qu'à la donne migratoire ; les frontières de la Libye avec maints de ses voisins (Tunisie, Algérie, Niger, Tchad, Soudan...) sont

autant de portes ouvertes pour la circulation libre de mouvements radicaux et armés. C'est pourquoi un effort supplémentaire sur le plan de la surveillance des frontières pourrait atténuer les effets du vide politico-militaire prévalant à maints endroits du pays, et qui aboutit généralement à un renforcement des groupes paraétatiques. Suggérer cet effort est plus facile que de le concrétiser ; mais cela n'empêche en rien de constater que tant l'ONU comme les pays de la sous-région peuvent agir de manière bien plus efficace sur cette question. Les forces du G5 Sahel (Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Tchad), mais les voisins directs de la Libye surtout (Niger et Tchad), disposent de moyens qu'ils pourraient mieux canaliser pour ce qui concerne les perspectives frontalières avec la Libye ; certains pays partenaires du G5 Sahel, tout comme les pays intéressés par la stabilité de la Libye, pourraient participer à des missions d'entraînement plus abouties et plus efficaces des contingents qui oeuvrent aux frontières de la Libye ; l'ONU, où se retrouvent des pays aux capacités confirmées en matière de contrôle frontalier, pourrait encourager les organisations intergouvernementales impliquées dans les évolutions libyennes (à commencer par l'Union africaine), contre contrepartie financière, à mettre plus d'efforts dans la formation à la sécurisation des frontières. Dans le même temps, pour fonctionner, cette stratégie requiert aussi de traiter les problèmes à la base, et de développer des politiques adéquates en termes de lutte contre la radicalisation et de gestion des causes pour les migrations. Les actions-clés passent par des politiques de développement adaptées, la favorisation de stratégies par lesquelles acteurs étatiques et ONG placent leur argent là où il peut vraiment servir. Terroristes, criminels et candidats à la migration sont généralement mus par un même motif d'origine : le manque de perspectives socio-économiques. Le développement de politiques développementales adéquates permet d'agir plus efficacement sur les origines de la frustration, et sur les phénomènes qui sont à l'origine de l'insécurité.

Aider à une meilleure organisation du secteur pétrolier

La Libye dépend étroitement de ses exportations pétrolières et des revenus qui en sont issus. L'état d'instabilité qui prévaut à plusieurs endroits du pays, ainsi que les divisions institutionnelles, privent les citoyens d'un accès aux retombées de leurs richesses nationales. Sans pouvoir faire usage de baguette magique, l'ONU peut cependant aider à mettre plus d'ordre dans ce domaine. Elle pourrait par exemple procéder à la nomination d'une commission ad hoc qui aurait pour principales tâches de superviser l'état du secteur pétrolier libyen, de pointer ses dysfonctionnements, mais surtout de garantir transparence et fluidité sur le plan des exportations et retombées pétrolières. De cette manière, les rivalités prévalant aux niveaux des représentations de la NOC et de la BCL pourraient probablement être contenues à

terme, cependant que les Libyens pourraient se voir garantir un accès plus juste aux retombées financières de ce secteur vital.

CONCLUSION

Il faudra encore beaucoup de temps pour que la Libye renoue avec un début de stabilité, surtout avec le développement de tensions additionnelles suite à l'opération lancée par Khalifa Haftar début avril 2019 aux fins de permettre à l'ANL de mettre la main sur Tripoli. Les difficultés rencontrées jusqu'ici par l'envoyé spécial de l'ONU, Ghassan Salamé, ne feront qu'augmenter et mobiliser encore plus son énergie, notamment pour ce qui relève des conditions requises pour que les Libyens acceptent de discuter, voire de se réconcilier.

Cependant, d'autres facteurs sont aussi à prendre en considération ; parmi ceux-ci, les interférences étrangères, sources premières d'approvisionnement en armes des principaux protagonistes libyens. Limiter ces parasitages, aiderait à considérablement améliorer la situation.

Parallèlement, quand bien même le chemin pour la réconciliation et la stabilité serait encore long, il y a cependant besoin d'adresser un impératif prioritaire : les conditions de vie des Libyens. L'insécurité en Libye n'est pas qu'affaire de questions militaires ; elle concerne aussi la sécurité alimentaire et financière, c'est-à-dire des fondements de la sécurité humaine. Sur ce plan, la Libye, pays riche en ressources naturelles, demeure cependant très en retard.

Pour le reste, les défis et problèmes libyens sont légion, de la question migratoire au développement des infrastructures en passant par le rôle des milices armées, les questions de gouvernance, l'enjeu de la répartition des revenus, les répercussions de l'instabilité sahélienne ou encore les questions liées à la gouvernance et à la souveraineté étatique. Toutes ces questions ne pourront être résolues qu'à long terme, suivant les termes d'une feuille de route et de recommandations que seule l'ONU est à même de pouvoir déployer... à condition pour cela qu'elle bénéficie de la coopération de ceux de ces États dont le rôle négatif en ajoute aux problèmes libyens.

Recently published OPEX Memorandums

- 241/2019: **El Pacto Mundial sobre Migración: algunas reflexiones tras la Cumbre de Davos.** Gema Serón
- 240/2019: **La nueva agenda de desarrollo en África y las implicaciones para la cooperación española.** Beatriz Novales.
- 239*/2019: **The Union for the Mediterranean (UfM) ten years after its foundation - How to overcome the frustrated ambitions.** Inès Abdel Razek y Claudia Del Prado Sartorius.
- 239/2019: **La Unión por el Mediterráneo (UpM) 10 años después: cómo superar las expectativas frustradas.** Inès Abdel Razek y Claudia Del Prado Sartorius.
- 238/2019: **Elecciones en la República Democrática del Congo: ¿Una oportunidad para la paz y la reconciliación?** Iker Zirion Landaluze.
- 237/2018: **Situación económica en EEUU y su impacto en las Mid Term Elections 2018.** Alexandre Muns Rubiol.
- 236/2018: **La situación en Yemen y la respuesta europea al conflicto.** Leyla Hamad Zahonero.
- 235/2018: **Menores extranjeros no documentados en la UE: situación y pautas para abordarlo.** Juan Antonio Pavón Losada.
- 234/2018: **El desafío de la insurgencia yihadista en Mali.** David Nievas Bullejos.
- 233/2018: **Elecciones presidenciales en Colombia: previsiones y desafíos tras la primera vuelta.** Erika Rodríguez Pinzón.
- 232/2018: **Putin: nuevo mandato y su impacto para la política exterior de Rusia.** Javier Morales Hernández.
- 231/2018: **La estrategia de la UE con África: nuevos enfoques y perspectivas.** Ainhoa Marín.
- 230/2018: **Las guerras comerciales de Trump: China, México y Europa. Posibles escenarios y consecuencias.** Alexandre Muns Rubiol
- 229/2018: **¿Qué pasa en Turquía? Restricción de libertades y desequilibrio de poderes.** Antonio Ávalos Méndez
- 228/2018: **La cuestión kurda en Siria e Irak tras caída de ISIS.** David Meseguer
- 227/2018: **La Inversión Socialmente Responsable en España como herramienta de transformación social: Una aproximación al estado de la cuestión.** Realizado por ECODES, y coordinado por Cristina Monge y Leo Gutson.
- 226/2018: **La Argentina de Macri: perspectivas para el nuevo año político.** Mario Scholz
- 225/2018: **Qatar, Arabia Saudí y la redefinición del Golfo Pérsico.** Ignacio Gutiérrez de Terán.
- 224/2018: **La Reforma Fiscal de Trump y su impacto en EEUU y en Europa.** Alexandre Muns Rubiol

<http://www.fundacionalternativas.org/observatorio-de-politica-externior-opex/documentos/memorandos>